



**ACUFC**

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS  
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

AU CARREFOUR  
**DES RÉUSSITES ET  
DE LA PRUDENCE**  
RAPPORT ANNUEL 2023-2024





# TABLE DES MATIÈRES

|    |   |
|----|---|
| 4  | <b>Mot des coprésidences</b>  |
| 5  | <b>Mot de la présidence-direction générale par intérim</b>                      |
| 6  | <b>Conseil d'administration 2023-2024</b>                                       |
| 8  | <b>Relations gouvernementales et communautaires</b>                             |
| 10 | <b>Dossier permis d'études</b>  |
| 11 | <b>Formation en petite enfance</b>  |
| 12 | <b>Programme de bourses d'études postsecondaires en français langue seconde</b> |
| 13 | <b>L'avenir du français en éducation</b>  |
| 14 | <b>Consortium national de formation en santé</b>                                |
| 16 | <b>Réseau national de formation en justice</b>                                  |
| 17 | <b>International</b>  |
| 18 | <b>Recherche</b>  |
| 19 | <b>Revenus de l'ACUFC</b>   |

# MOT DES COPRÉSIDENTES

**LA SANCTION** royale du projet de loi modernisant la *Loi sur les langues officielles* en juin 2023 a suscité beaucoup d'espoir dans le secteur postsecondaire en contexte francophone minoritaire. Pour la première fois, le gouvernement fédéral s'attribue une responsabilité à l'égard de la présence d'établissements postsecondaires forts à travers le pays. Cette innovation a incité notre secteur à profiter de différentes occasions pour veiller à ce que les chantiers réglementaires et la mise en œuvre de la Loi donnent corps à ce nouvel engagement.

L'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne avait mis de l'avant certaines inquiétudes relatives à cette Loi avant son adoption et s'était engagée à demeurer vigilante pour la suite des choses. D'ailleurs, la sanction royale de la Loi s'est produite quelques semaines après le dévoilement du *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-promotion-collaboration*, dans lequel les engagements pris à l'égard du secteur postsecondaire n'étaient pas à la hauteur de ce qui avait été promis.

Les relations entre les membres de l'ACUFC et le gouvernement fédéral sont donc ponctuées d'incertitudes. S'ajoute à ce portrait une autre décision du gouvernement fédéral qui a ébranlé le secteur : la mise en place d'un plafond national de réception des demandes de permis d'études provenant de l'international. Malgré les engagements dans la *Loi sur les langues officielles* et dans la Politique en matière d'immigration francophone, l'ACUFC a dû aller au front pour défendre les intérêts de ses membres et mettre de l'avant leur situation particulière.

Notre association a posé un geste fort en déposant, au printemps 2024, une plainte au Commissariat aux langues officielles du Canada, alléguant des manquements à la *Loi sur les langues officielles* dans le développement et le déploiement de la mesure du plafond national des permis d'études. Certes, l'ACUFC y met de l'avant la réalité différenciée de ses membres, mais elle cherche surtout à obtenir des précisions sur la portée des nouvelles obligations du gouvernement fédéral découlant de la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, ce qui pourrait avoir une incidence sur de nombreux secteurs prioritaires de l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire au Canada.

Le secrétariat national de l'ACUFC a fait preuve de vigilance et de proactivité. Il a réussi à outiller, dans l'urgence, tout un réseau afin qu'il puisse réagir de façon concertée à une mesure gouvernementale, tout en menant un nombre impressionnant d'activités de représentation. En dépit de ce dossier accaparant, l'ACUFC a connu de beaux succès. Elle a renouvelé des ententes structurantes avec des bailleurs de fonds afin d'accroître l'accès à l'éducation postsecondaire en français. Elle a accru sa visibilité et sa crédibilité, faisant désormais d'elle une actrice incontournable du secteur postsecondaire et des langues officielles. L'ACUFC est à l'avant-poste de nos établissements pour nous alerter, nous mobiliser et nous concerter. Elle mérite toute notre confiance et notre engagement en vue de mener notre mission commune.

*« Dans la dernière année, l'équipe de l'ACUFC a su rassembler, mobiliser, outiller et concerter ses membres et ses partenaires afin d'intervenir énergiquement sur des dossiers chauds du secteur postsecondaire. Ses capacités de vigie et d'analyse font de l'Association un atout précieux dans la francophonie canadienne. »*

**SOPHIE BOUFFARD**

*« Le gouvernement fédéral s'est doté de responsabilités accrues à l'égard de la promotion et de la protection de la français, des communautés qui le parlent et des établissements qui le portent. Il lui revient de démontrer le leadership nécessaire permettant une mise en œuvre adéquate de la Loi sur les langues officielles. »*

**JACQUES FRÉMONT**

# MOT DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTION GÉNÉRALE PAR INTÉRIM

**L'APPUI** aux membres est au cœur du travail quotidien de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne. L'ACUFC cherche toujours des moyens d'améliorer et d'accroître son travail de veille et de représentation. L'année qui se termine a sans contredit testé nos capacités à agir, à réagir, à accompagner et à conseiller nos membres, mais aussi nos partenaires et les parties prenantes du secteur. Elle a aussi démontré notre créativité, notre persévérance et notre dévouement.

Tout cela nous a bien servi dans un contexte où l'Association a dû faire preuve d'une vigilance accrue. Le travail de représentation, de sensibilisation et de démarchage s'est amplifié en vue de tirer profit de la mise en œuvre de la *Loi sur les langues officielles* modernisée, qui mentionne le secteur postsecondaire explicitement pour la première fois. Malgré quelques doutes qui subsistaient, nous espérions que ce contexte serait propice à notre mission et à celles de nos membres.

Nous avons raison de douter. La décision d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) d'imposer un plafond national de réception des demandes de permis d'études illustre bien les limites du nouveau cadre législatif. Les délais dans le déploiement de mesures importantes prévues au Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 limitent nos ambitions de développer de nouvelles mesures structurantes pour notre secteur et les communautés qu'il sert. Dans ce contexte, la vigilance et la prévoyance sont de mise.

Malgré ces obstacles, l'ACUFC continue à jouer pleinement son rôle et à saisir des occasions au bénéfice de ses membres en vue d'améliorer l'accès à l'éducation postsecondaire en français partout au pays. D'importants projets structurants ont été renouvelés, jetant les bases à des collaborations pluriannuelles avec des bailleurs de fonds engagés. La présence publique de l'ACUFC est plus forte que jamais, permettant ainsi de faire comprendre les réalités de nos membres à un public élargi.

Le Plan stratégique 2020-2025 de l'ACUFC continue à guider nos actions. Celles-ci sont aussi nourries par le bilan final des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire. Avec l'appui de nos membres et de nos partenaires, des actions en cours de réalisation touchent à 26 des 32 recommandations du bilan. En plus, les plans de travail dans chacun de nos secteurs démontrent l'engagement sans borne de l'équipe dévouée de l'ACUFC.

C'est à cette équipe acharnée que j'adresse mes premiers remerciements. Au fil d'une année remplie de succès, mais aussi d'incertitudes, elle témoigne d'une résilience et d'une énergie qui explique bien pourquoi l'Association est reconnue pour ses efforts. Je remercie également nos membres, autant leur haute direction que toutes les équipes qui les animent, qui ont été collaboratives et réactives tout au long de l'année. Je remercie aussi nos partenaires communautaires, qui nous appuient dans notre mission, qui relaient nos messages et avec qui nous avons entrepris de renforcer nos collaborations. Je salue également la classe politique et nos personnes-ressources au sein des institutions fédérales avec qui nous avons eu des discussions constructives sur l'avenir de notre secteur.

Il est important de souligner que l'année 2023-2024 a été pilotée par Lynn Brouillette, une leader chevronnée, reconnue pour son expertise et sa bienveillance. Elle a laissé une marque indélébile sur notre secteur. Pendant son congé, il nous revient à toute l'équipe de poursuivre le chemin qu'elle a tracé et de mener l'Association vers de nouveaux sommets.

## MARTIN NORMAND

*Date de rédaction :  
30 juillet 2024*



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

## COPRÉSIDENCES



**SOPHIE BOUFFARD**  
Rectrice  
Université de  
Saint-Boniface



**JACQUES FRÉMONT**  
Recteur et  
vice-chancelier  
Université d'Ottawa

## TRÉSORIER



**DENIS PRUD'HOMME**  
Recteur et  
vice-chancelier  
Université de Moncton

## SECRÉTAIRE



**YVON LABERGE**  
Président-directeur général  
Collège Éducentre

## ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS



**EMMANUEL AITO**  
Doyen  
La Cité universitaire  
francophone  
Université de Regina



**SYLVAIN GAGNÉ**  
Président  
Collège de l'Île



**LOUIS PATRICK LEROUX**  
Recteur  
Université Saint-Paul



**LUC BUSSIÈRES**  
Recteur  
Université de Hearst



**JASON CAREY**  
Doyen  
Campus Saint-Jean,  
Université de l'Alberta



**SHEILA EMBLETON**  
Rectrice et  
vice-chancelière  
par intérim  
Université Laurentienne



**MARCO FIOLA**  
Principal  
Campus Glendon,  
Université York



**DANIEL GIROUX**  
Président  
Collège Boréal



**FRANCIS KASONGO**  
Président-directeur général  
Collège Mathieu



**GINO LEBLANC**  
Directeur  
Bureau des affaires  
francophones et francophiles  
Université Simon Fraser



**JILL SCOTT**  
Rectrice  
Collège militaire royal  
du Canada



**SERGE MIVILLE**  
Recteur et  
vice-chancelier  
Université de Sudbury



**PIERRE OUELLETTE**  
Recteur et  
vice-chancelier  
Université de l'Ontario  
français



**LISE BOURGEOIS**  
Présidente-directrice  
générale  
La Cité



**BRIGITTE QUINTAL**  
Présidente  
Collège universitaire  
dominicain



**GILLES ROY**  
Représentant du Comité de  
gestion tripartite du Centre  
de formation médicale du  
Nouveau-Brunswick



**ALLISTER SURETTE**  
Recteur et  
vice-chancelier  
Université Sainte-Anne



**PIERRE ZUNDEL**  
Président-directeur général  
Collège communautaire du  
Nouveau-Brunswick

**LA DERNIÈRE** année a été marquée par l'adoption du projet de loi C-13 qui modifie la *Loi sur les langues officielles* et le dévoilement du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028. Bien que les avancées soient significatives, la stratégie d'éducation postsecondaire visant l'égalité réelle demeure incomplète. Plus que jamais, l'ACUFC réitère l'importance du rôle du gouvernement fédéral dans le soutien au secteur postsecondaire, particulièrement en situation francophone minoritaire, alors que débute la phase de mise en œuvre de la Loi modifiée. L'ACUFC surveillera attentivement les étapes de mise en œuvre pour s'assurer que les engagements pris par le gouvernement fédéral se traduisent par des solutions systémiques et durables.

Face à l'ampleur des défis, force est de constater que l'année 2023 a été synonyme de solidarité dans la sphère francophone. Cette solidarité s'est illustrée par des collaborations audacieuses, des partenariats stratégiques et une mobilisation collective pour défendre les intérêts des communautés. Ce travail concerté s'est également reflété au sein des secteurs de l'ACUFC. De nouvelles alliances ont vu le jour, des projets de recherche et de formation ont été initiés et le partage de ressources et d'expertise s'est intensifié, pour ainsi renforcer la capacité des secteurs et des établissements de l'ACUFC à répondre aux défis et aux besoins spécifiques des francophones.

# RELATIONS

## GOUVERNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

*Martin Normand et Sophie Bouffard étaient présents lors de la Semaine mondiale de la Francophonie scientifique à Québec en novembre 2023, une occasion de mettre en valeur la contribution de la communauté de la recherche et de resserrer les liens entre l'ACUFC et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF).*

## DES INITIATIVES SOUTENUES



Lancement d'une stratégie renouvelée pour l'obtention d'un fonds permanent pour le postsecondaire à la hauteur de 80 millions de dollars par année.



Participation active aux consultations qui ont mené à la nouvelle politique en matière d'immigration francophone, qui mentionne explicitement le rôle du postsecondaire.



Interventions pour l'obtention d'une enveloppe dans le Plan d'action sur les langues officielles 2023-2028 qui servira à soutenir de nouvelles mesures visant à améliorer l'écosystème de la recherche en français au Canada.



Progrès et actions en cours de réalisation concernant 26 des 32 recommandations du bilan final des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire.



Breffages et veille continue à l'intention des membres concernant le déploiement des mesures du *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-promotion-collaboration*, dévoilé le 26 avril 2023 au Collège La Cité.





## L'ACUFC SE DISTINGUE

L'ACUFC a été lauréate du prix Boréal rapprochement 2023, une reconnaissance remise par la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada. Ce prix visait à reconnaître une contribution à un rapprochement et un resserrement des liens entre les communautés francophones et acadiennes et une autre composante de la société canadienne; dans ce cas-ci entre l'ACUFC et le Québec. L'ACUFC a cultivé de nouvelles relations avec le Québec pour développer des partenariats structurants et précieux et a renforcé les échanges réguliers avec le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.



## RENCONTRE-DIALOGUE

Une première rencontre-dialogue a eu lieu entre le secrétariat national de l'ACUFC et des institutions fédérales. Vingt fonctionnaires étaient au rendez-vous, représentant sept ministères: Patrimoine canadien; Innovation, Sciences et Développement économique Canada; Affaires mondiales Canada; Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada; ministère de la Justice du Canada; Santé Canada; et Emploi et Développement social Canada. Cette rencontre d'une demi-journée leur a permis de mieux comprendre le secteur postsecondaire ainsi que le rôle, le mandat et les projets de l'ACUFC.



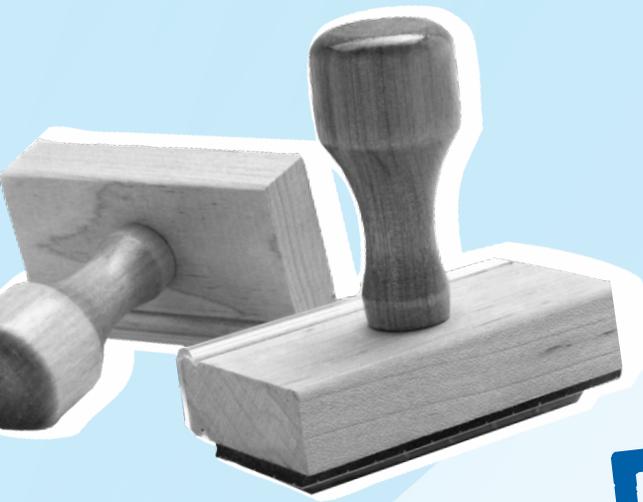
## INTERVENTIONS POLITIQUES

Comparutions à cinq reprises devant des comités :

- ▶ **Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie** : l'ACUFC a présenté les défis liés à l'accès aux études postsecondaires en français ainsi que les défis propres à la recherche en français.
- ▶ **Comité permanent de la science et de la recherche** : le comité a publié son rapport sur la recherche et la publication scientifique en français au Canada, qui intègre plusieurs recommandations inspirées du mémoire déposé par l'ACUFC. L'ACUFC a aussi témoigné dans le cadre de l'étude sur les bourses d'études supérieures et postdoctorales du Canada en mai 2023.
- ▶ **Comité permanent des finances** : l'ACUFC a témoigné dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral 2024 en novembre 2023.
- ▶ **Comité permanent des langues officielles** : l'ACUFC a témoigné dans le cadre de l'étude sur l'accroissement de l'immigration francophone en septembre 2023. Elle a aussi témoigné dans le cadre de son étude sur le développement économique des communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM), où l'ACUFC a consacré son allocution à l'impact économique du plafonnement national des permis d'études pour la clientèle internationale.

## INITIATIVES CONCERTÉES

- ▶ Partenariat avec la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF) dans le cadre du **Sommet national sur l'éducation 2023**.
- ▶ Présentation du bilan des États généraux au **Congrès annuel de la francophonie albertaine**.
- ▶ Appui au salon virtuel **PostÉduc Expo**, un projet porté par le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC).
- ▶ Participation au **Sommet national sur l'apprentissage pour la francophonie canadienne** du Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC).



# DOSSIER PERMIS D'ÉTUDES

**LE SECTEUR** postsecondaire nourrissait de grandes attentes à l'égard de la nouvelle politique en matière d'immigration francophone, annoncée le 16 janvier 2024. Cette politique tant attendue a jeté les bases pour accroître l'attraction et l'accès de la population étudiante internationale d'expression française aux établissements postsecondaires en contexte francophone minoritaire.

Puis, le 22 janvier, l'annonce de la mise en place d'un plafond national de réception des demandes de permis d'études pour les deux prochaines années par Immigration, Citoyenneté et Réfugiés Canada (IRCC) a provoqué une vive inquiétude dans la francophonie. L'ACUFC réitère que cette mesure est en contradiction avec les objectifs de la Politique en matière d'immigration francophone, et dénonce ses conséquences néfastes sur les établissements postsecondaires en contexte francophone minoritaire, lesquels forment et soutiennent un bassin de main-d'œuvre potentiel et bien préparé à intégrer le marché du travail.

## PLAINTÉ AU COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES

Depuis janvier, l'ACUFC se mobilise activement pour intervenir sur la question du plafond des permis d'études, en plaidant pour en minimiser les impacts sur ses membres. Faut de mesures positives mises en place par le gouvernement fédéral, l'Association a déposé au nom de ses membres une plainte au Commissariat aux langues officielles au début d'avril 2024. L'ACUFC allègue qu'IRCC va à l'encontre de ses nouveaux engagements dans la *Loi sur les langues officielles* modernisée, laquelle vise à appuyer l'épanouissement des communautés francophones et les établissements postsecondaires qui les servent. Ce dossier demeure une priorité pour l'ACUFC dans la nouvelle année.

## INTERVENTIONS CIBLÉES

- ▶ Rencontre avec le ministre Miller et avec les membres de son cabinet pour proposer des solutions afin de réduire les répercussions négatives de la nouvelle mesure d'IRCC sur les membres de l'ACUFC.
- ▶ Comparution devant le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes où l'ACUFC a consacré son intervention à l'impact économique de la clientèle internationale sur les établissements et sur les communautés. L'ACUFC a également comparu devant le Comité sénatorial des langues officielles en avril 2024, qui a lancé son étude sur l'effet du plafond sur les établissements de la francophonie canadienne.
- ▶ Rencontres bihebdomadaires avec la sous-ministre adjointe d'IRCC responsable du Programme des étudiants étrangers pour expliquer les inquiétudes de ses membres et discuter de solutions et de mesures.
- ▶ Participation aux séances de discussion et d'information d'IRCC.
- ▶ Rencontres régulières avec les membres du conseil d'administration de l'ACUFC. Trois rencontres avec le groupe de travail sur l'international de l'ACUFC et deux rencontres extraordinaires avec les membres du conseil d'administration ont eu lieu.
- ▶ Mises en commun avec Universités Canada, Collèges et Instituts Canada, le Bureau canadien de l'éducation internationale et plusieurs autres parties prenantes afin de consolider mutuellement des stratégies.
- ▶ Discussions fréquentes avec des députées et députés, sénatrices et sénateurs, ainsi qu'avec des fonctionnaires de différentes institutions fédérales, y compris la Direction de l'éducation internationale d'Affaires mondiales Canada.
- ▶ Forte présence médiatique, incluant sept entrevues réalisées dès le lendemain de l'annonce.



## FORMATION EN PETITE ENFANCE

### PROJET FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ÉDUCATRICES ET DES ÉDUCATEURS DE LA PETITE ENFANCE

**CE PROJET** appuie la réalisation d'initiatives et le développement de collaborations favorisant la formation adéquate des éducatrices et des éducateurs francophones de la petite enfance et l'accroissement de leur nombre en contexte minoritaire. La mise en œuvre de ce projet est le fruit d'une collaboration entre la Commission nationale des parents francophones (CNPf), la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) et la Société Santé en français (SSF). Maintenant complété, ce projet a cumulé de nombreuses réussites de 2020 à 2024. Ces succès contribueront non seulement à renforcer les capacités du personnel éducatif, mais également à soutenir le développement des jeunes francophones pour contribuer à la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire pour les générations futures.

### DES IMPACTS SIGNIFICATIFS ET DURABLES

De 2020 à 2024, ce projet a démontré un impact significatif à travers la mise en œuvre de 43 initiatives de formation et de renforcement des capacités des éducatrices et éducateurs de la petite enfance. Ce travail a été accompli en étroite collaboration avec 27 organisations locales, régionales et nationales réparties à travers 12 provinces et territoires; 10,5 millions de dollars ont été investis pour appuyer les communautés. L'ACUFC tient à remercier l'ensemble des partenaires du projet, tout particulièrement Emploi et Développement social Canada, pour leur engagement et leur collaboration dans la réalisation de ces initiatives transformatrices et pérennes, permettant ainsi une éducation francophone de qualité dès la petite enfance.



### CAMPAGNE CHOISIR LA PETITE ENFANCE

La campagne nationale de valorisation *Choisir la petite enfance* a fait connaître et reconnaître l'expertise des éducatrices et des éducateurs francophones de la petite enfance en situation minoritaire. Plus de 21 000 visiteurs uniques ont consulté la plateforme [choisirlapetiteenfance.ca](http://choisirlapetiteenfance.ca).



### PLEINS FEUX SUR LES PROJETS

Une série de 9 webinaires intitulée *Pleins feux sur les projets, partage de connaissances - impacts sur la communauté - perspectives d'avenir*, a braqué les projecteurs sur 27 initiatives présentées par les organisations dans le cadre de l'évènement, et financées par le projet national.



**4**

nouveaux programmes de formation postsecondaire créés



**90**

occasions de perfectionnement professionnel



**354**

cours et

**702**

ateliers de formation offerts



**96**

outils pédagogiques développés

# PROGRAMME DE BOURSES D'ÉTUDES POSTSECONDAIRES FRANÇAIS LANGUE SECONDE

Financé par le ministère du Patrimoine canadien, ce programme vise à encourager les anglophones à poursuivre leurs études postsecondaires en français afin d'accroître le taux de bilinguisme chez les jeunes anglophones, contribuant ainsi à augmenter le taux national de bilinguisme. Chaque année, 850 bourses non renouvelables d'une valeur de 3 000 \$ chacune sont offertes; depuis 2020, 6,627 millions de dollars ont été octroyés sous forme de bourses.

## GRANDS JALONS POSÉS

- ▶ Appui à la mise en œuvre du Programme auprès des 27 entités postsecondaires ayant reçu des bourses pour octroi en 2023-2024.
- ▶ Exécution d'ententes de visibilité avec 12 organismes nationaux et provinciaux/territoriaux pour faire la promotion du Programme auprès de leurs clientèles cibles.
- ▶ Signature d'ententes de financement totalisant 3,2 millions de dollars en bourses et frais de promotion avec 28 entités postsecondaires pour les bourses 2024-2025.

## LA BOURSE FLS DEVIENT PLUS INCLUSIVE

Des modifications importantes ont été apportées aux critères d'admissibilité, afin de permettre à un plus grand bassin d'étudiantes et d'étudiants d'être admissibles à la bourse. Ces nouveaux critères prendront effet à partir de l'année scolaire 2024-2025.

## UNE BOURSE QUI FAIT LA DIFFÉRENCE DEPUIS 2020



2 224 étudiantes et étudiants provenant de 10 provinces et 2 territoires ont bénéficié d'une bourse de ce programme pour poursuivre leurs études postsecondaires en français.



Pour 75 % des récipiendaires, l'anglais est la seule langue parlée à la maison.



25 % étudient dans un domaine lié à l'éducation.



11 % suivent des formations qui mènent à des professions dans le domaine de la santé ou des programmes connexes.



83 % des récipiendaires ont décidé de poursuivre leurs études postsecondaires en français afin d'avoir accès à de plus grandes possibilités d'emploi.

*Natalie LeBlanc,  
gestionnaire du  
programme de bourses  
d'études postsecondaires  
à l'ACUFC à la Journée  
de réseautage de  
l'Association canadienne  
des professeurs de  
langues secondes.*



## BOURSES JEUNES ENGAGÉS

L'ACUFC a contribué à la huitième édition des Bourses jeunes engagés, projet organisé par la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) et qui reconnaît l'engagement bénévole chez les jeunes d'expression française de 25 ans et moins. Trois bourses d'études ont été offertes, d'une valeur de 2 000 \$ chacune.

**L'ACUFC** a entrepris un exercice pour mettre à jour des données comparatives sur les étudiantes et étudiants dans les programmes de formation initiale en enseignement du français et en français pour 2022-2023 et 2023-2024. L'objectif était de fournir aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux partenaires en éducation une base de données actualisée sur le profil de la clientèle étudiante dans ces programmes, ainsi qu'une meilleure compréhension des obstacles à l'augmentation de la capacité d'admission et de rétention des étudiantes et des étudiants dans les facultés d'éducation. Dresser un portrait statistique national de la clientèle étudiante des programmes de formation en enseignement s'avère une démarche essentielle pour la planification et la prise de décision fondée sur des données probantes au sein des établissements. Les travaux amorcés se poursuivront au cours des années 2024-2025 et 2025-2026.

### QUELQUES DONNÉES SUR LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DES PROGRAMMES DE FORMATION EN ENSEIGNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES MEMBRES DE L'ACUFC POUR LES ANNÉES 2022-2023 ET 2023-2024 :

Les demandes d'admission sont passées de 2 647 à 3 124 et les offres d'admission, de 1 350 à 1 590, soit une progression de 18 % pour ces deux indicateurs.

Le nombre d'inscriptions a augmenté de 919 en 2022-2023 à 1 039 en 2023-2024, ce qui démontre une augmentation de 13 % dans ces programmes.

1 453 diplômes ont été décernés au cours des deux années scolaires et 67 % des récipiendaires sont des personnes de genre féminin, comparativement à 20 % de genre masculin.

Cinq établissements ont pu recueillir la provenance des membres de la clientèle étudiante inscrits à un programme de formation en enseignement : une moyenne de 75 % provient des conseils scolaires francophones et 25 % des conseils scolaires anglophones.



Création d'un groupe de travail composé de représentantes et de représentants des facultés d'éducation des établissements membres de l'ACUFC pour encadrer et appuyer la démarche.



Consensus établi entre l'ACUFC et les membres concernés pour mettre en œuvre un mécanisme permanent pour faciliter la cueillette et la transmission des données numériques sur les étudiantes et étudiants dans les programmes de formation initiale en enseignement du français et en français.

*Irving Lewis, directeur du continuum de l'éducation à l'ACUFC, au 30<sup>e</sup> Congrès annuel du Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada lors du panel Le continuum d'éducation postsecondaire, un parcours de collaborations à renforcer.*



L'AVENIR DU  
FRANÇAIS  
EN ÉDUCATION



## CONSORTIUM NATIONAL DE FORMATION EN SANTÉ

*Le secrétariat national (SN) du CNFS appuie ses membres sur les plans du recrutement, de la formation en stage, de l'intégration des personnes diplômées et de la recherche. Durant la dernière année, le SN a saisi plusieurs occasions pour favoriser les collaborations entre ses établissements membres, permettant ainsi la création de plusieurs partenariats concrets à travers le pays pour renforcer leur capacité d'agir. Ce travail de concertation a permis de développer des initiatives innovantes et des solutions adaptées pour répondre efficacement aux besoins en santé des communautés et de la relève francophones, tout en surmontant des obstacles qui limitaient auparavant l'impact collectif des membres.*

### RENFORCER LA CAPACITÉ DES MEMBRES

Le CNFS a appuyé ses membres dans la création de diverses initiatives, entre autres :

- ▶ Quatre partenariats ponctuels en matière de recrutement, mis en place par le Comité national d'appui au recrutement, incluant une Journée des carrières en santé à Terre-Neuve-et-Labrador.
- ▶ Deux modules virtuels en offre active adaptés pour les personnes nouvellement arrivées et aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale développés par l'Université d'Ottawa pour les étudiantes et étudiants en stage de tous les programmes collégiaux et universitaires ciblés par le CNFS, ayant rejoint 138 participantes et participants.

### REDDITION DE COMPTE

Le Secrétariat national (SN) joue un rôle clé dans la reddition de compte de ses membres, regroupant les établissements sous un même rapport. Pour l'année 2023-2024, le SN a enregistré, entre autres, les résultats suivants :

**719**

**Inscriptions supplémentaires** attribuables à Santé Canada, dépassant la cible annuelle de 28 %, établie à 563.

**610**

**Personnes diplômées supplémentaires** soit 37 % de plus que la cible annuelle de 444 attribuables à Santé Canada.

**93%**

**Taux de placement** pour les personnes diplômées en santé dans les CFSM offrant des services en français, deux ans après leur diplomation.

*Le CNFS est une initiative financée par Santé Canada dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-promotion-collaboration. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles de Santé Canada.*



*Participation et appui du Secrétariat national au Colloque « Mettez en œuvre votre compétence en offre active en contexte interprofessionnel » organisé par le Groupe de recherche sur la formation et les pratiques en santé et service social en contexte francophone minoritaire (GRFoPS).*

### LA RECHERCHE AU CŒUR DE SES ACTIVITÉS

- ▶ Mise sur pied du Comité national d'appui à la recherche, qui réunit 8 établissements membres dans l'objectif de contribuer à la coordination de la recherche au sein du CNFS.
- ▶ Attribution de 8 bourses de recherche pour la période 2023-2025 d'une valeur totale de 390 902 \$ à des chercheuses et chercheurs de l'Université de Moncton, de l'Université d'Ottawa et de l'Université Laurentienne. Les thèmes abordés incluent la rétention du personnel soignant en régions rurales, la discordance linguistique, la violence envers les femmes et la formation en offre active.
- ▶ Remise de trois bourses de mobilisation des connaissances d'une valeur de 5 000 \$ chacune, une initiative pour augmenter l'impact des projets menés par les récipiendaires des bourses de recherche des années précédentes.

## CÉLÉBRER L'EXCELLENCE EN SANTÉ

### Prix du CNFS

Ce prix souligne l'engagement exceptionnel des étudiantes et des étudiants du CNFS à l'égard de l'offre active de services de santé en français. En 2023, 15 lauréates et lauréats ont été honorés lors d'une cérémonie.

### Prix national CNFS de la supervision de stage

Le prix a été remis à **Allyson Cousineau Grant** pour sa contribution exceptionnelle à la supervision de stagiaires. Cette reconnaissance est accompagnée d'une bourse de 1 000 \$ pour un cours de formation continue.



## NOUVELLES INITIATIVES EN RECRUTEMENT POUR LE SECRÉTARIAT NATIONAL

Finalisation des ententes avec les partenaires régionaux du CNFS pour élargir l'accès à la formation pour les personnes en régions éloignées : l'Association franco-yukonnaise (AFY), le Collège Nordique francophone et le Réseau de santé en français au Nunavut (Résefan).

Mise en œuvre d'une campagne par affichage public pour les programmes de préposés aux soins du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, du Collège Boréal et du Campus Saint-Jean.



Déploiement d'une vaste campagne de recrutement géolocalisée pour les programmes en soins infirmiers auxiliaires et autorisés ciblés par 11 établissements membres :



**28**  
**MILLIONS**  
d'impressions  
générées



**41**  
**DEMANDES**  
d'admission de plus que  
l'année précédente à  
l'Université d'Ottawa



**+ 160 000**  
**CLICS**  
sur les publicités

Réalisation d'une campagne numérique géolocalisée pour les programmes de préposés aux soins :



**1**  
**MILLION**  
d'impressions  
générées sur Facebook



**25**  
**DEMANDES**  
d'admission dans ce  
programme au Campus  
Saint-Jean, un record!



**7 568**  
**CLICS**  
vers les pages Web  
des programmes des  
établissements ciblés



# RNFJ

RÉSEAU NATIONAL  
DE FORMATION  
EN JUSTICE

L'administration et la coordination des activités du RNFJ sont assurées par le secrétariat national de l'ACUFC. Le RNFJ a le mandat de conseiller le gouvernement fédéral sur les besoins en matière de formation juridique en français et de formation linguistique des intervenantes et intervenants provinciaux du système de justice hors Québec.

## LE RNFJ FÊTE SES 10 ANS!

En février 2014, le RNFJ a été établi par des acteurs clés du secteur de la justice. Dix ans plus tard, les membres poursuivent leur travail collaboratif afin de contribuer à un système de justice canadien ayant la capacité de fonctionner également dans les deux langues officielles.

## PROJET DE COORDINATION DU RNFJ POUR LA PÉRIODE DE 2023-2026

- ▶ Développement d'un plan de formation en droits linguistiques à l'intention des policières et policiers de première ligne;
- ▶ Appui aux membres dans la conception de projets et la rédaction de demandes de financement dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028;
- ▶ Évaluation de l'impact collectif des travaux des membres pour la période 2021 à 2023;
- ▶ Démarrage des réflexions sur l'intégration des principes d'intersectionnalité dans les initiatives des membres.

## DES AVANCÉES VERS UNE FORMATION PANCANADIENNE EN DROITS LINGUISTIQUES POUR LES POLICIÈRES ET LES POLICIERS DE PREMIÈRE LIGNE

- ▶ Création d'un comité consultatif à l'appui du développement d'une formation;
- ▶ Développement et validation d'un plan de travail;
- ▶ Appui du Comité fédéral-provincial-territorial des chefs de poursuite pénale;
- ▶ Reconnaissance par le Réseau canadien du savoir policier que la formation en droits linguistiques est d'importance nationale.

### APERÇU DES RÉALISATIONS DE 2021 À 2023

Évaluation de l'impact collectif des travaux des membres du RNFJ. La collecte et l'analyse des données confirment :

# 5 436

Inscriptions

aux formations en cours d'emploi offertes par les membres du RNFJ, telles que les formations juridiques en français et les formations en français juridique.

# 1 680

Inscriptions

aux programmes postsecondaires dans les domaines de droit et de justice offerts par les membres du RNFJ.

# 767

Personnes diplômées

des programmes postsecondaires dans les domaines de droit et de justice.

# 1 008

Outils

juridiques et jurilinguistiques produits et/ou enrichis par les membres du RNFJ, comme des lexiques juridiques et la traduction de jugements importants.

Les initiatives du Réseau national de formation en justice (RNFJ) sont rendues possibles grâce à l'appui financier du ministère de la Justice du Canada, dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-promotion-collaboration.



### CAPSULES INSPIRANTES : ÉTUDIER AU CANADA

L'ACUFC a collaboré avec ÉduCanada dans le cadre d'un projet de création de capsules pour promouvoir les études au Canada en français. Trois capsules ont été réalisées, mettant en vedette des étudiantes internationales et des étudiants internationaux de l'Université de Moncton et de l'Université de Saint-Boniface, ainsi qu'un diplômé de l'Université Sainte-Anne. Ces personnes ont livré un témoignage inspirant sur leur expérience d'études et de travail au Canada, et partagé des astuces pour faciliter l'intégration dans leurs communautés.

# INTERNATIONAL

*Au cours de la dernière année, le dossier de l'international a pris une place significative au sein des activités de l'Association. En effet, l'ACUFC n'a pas manqué de multiplier ses occasions de collaboration afin de promouvoir ses établissements membres à l'étranger et ainsi renforcer leur positionnement à titre de destinations de choix pour la clientèle étudiante internationale.*



*Martin Normand en rencontre avec l'équipe du Council for the Development of French in Louisiana (CODOFIL).*

### ACTIVITÉS DE PROMOTION À L'ÉTRANGER

- ▶ Renouveau de la campagne de sensibilisation auprès de la population étudiante étrangère avec la Direction de l'éducation internationale d'Affaires mondiales Canada. Cette campagne continuera de promouvoir les études au Canada dans les établissements francophones en situation minoritaire.
- ▶ Participation à l'Université d'été du Centre de la francophonie des Amériques, en Louisiane, où l'ACUFC a échangé avec plusieurs partenaires pour réfléchir aux collaborations possibles et aux occasions de diffusion et de mobilisation des connaissances entre les deux organismes.
- ▶ Représentation de nos membres à deux salons virtuels internationaux : le premier Salon virtuel francophone ÉduCanada en octobre 2023; et Destination Canada Éducation en mars 2024.
- ▶ Participation à la Conférence des Amériques sur l'éducation internationale en novembre 2023 dans l'objectif d'établir une série de partenariats avec des acteurs œuvrant à l'international.
- ▶ Préparation d'une mission en France en septembre 2024 avec une délégation de membres de l'ACUFC pour participer à la conférence de la European Association for International Education.

# RECHERCHE

La recherche reste au cœur des priorités de l'ACUFC et de ses membres. En 2023, les initiatives mises en œuvre dans ce secteur ont servi à renforcer la capacité de recherche en français, à promouvoir le développement de nouvelles connaissances et à favoriser le rayonnement de la recherche sur la francophonie.



## COLLOQUE ANNUEL DU RRF

Le Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne (RRF) a tenu son colloque annuel dans le cadre du 90<sup>e</sup> Congrès de l'Acfas, qui soulignait également le 100<sup>e</sup> anniversaire de l'organisme. Sur le thème *De la recherche pour tous les publics*, cette édition a réuni 70 membres du milieu de la recherche provenant de huit provinces et qui ont à cœur l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire au Canada. Les moments phares du colloque incluent :

- ▶ La table ronde sur le vingtième anniversaire du premier Plan d'action sur les langues officielles, qui rassemblait quatre spécialistes, dont l'honorable Stéphane Dion, Ambassadeur du Canada auprès de la France et Envoyé spécial auprès de l'Union européenne et de l'Europe.
- ▶ La participation de l'ACUFC au lancement officiel du Service d'aide à la recherche en français (SARF) lors du Congrès. L'ACUFC siège au comité de pilotage du service.



## PRIX GILLES-PAQUET

L'ACUFC parraine le prix Acfas Gilles-Paquet, décerné à une chercheuse ou à un chercheur qui œuvre en francophonie minoritaire, dans une institution canadienne à l'extérieur du Québec. L'Acfas a remis le premier prix Acfas Gilles-Paquet à Annette Boudreau, sociolinguiste et professeure émérite à l'Université de Moncton, dont la contribution exceptionnelle contribue à la vitalité de la recherche en français et à son rayonnement.



## UNE JOURNÉE D'ÉTUDE

**Une Journée d'étude pour tisser des liens entre les établissements d'enseignement postsecondaire de la francophonie canadienne et les membres du réseau de l'Université du Québec (UQ)**

En novembre 2023, l'Université de l'Ontario français (UOF) a accueilli une première Journée d'étude, qui a réuni les responsables des services de recherche des établissements d'enseignement supérieur œuvrant au sein de la francophonie canadienne et des membres du réseau de l'UQ. Cette rencontre stratégique, organisée avec l'appui de l'ACUFC, de l'Université du Québec à Montréal et du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, a permis de souligner l'importance de la collaboration pour pérenniser et renforcer la recherche en français au pays.

# 7 337 295 \$

**2 034 638 \$**

**Santé Canada** pour le Consortium national de formation en santé (CNFS)

Secrétariat national  
**1 546 479 \$**

Établissements membres et sous-bénéficiaires  
**488 159 \$**

**3 193 218 \$**

**Patrimoine canadien**

Secrétariat national  
**928 218 \$**

Sous-bénéficiaires  
**2 265 000 \$**

**1 502 143 \$**

**Emploi et Développement social Canada (EDSC)**

Secrétariat national  
**741 284 \$**

Sous-bénéficiaires  
**760 859 \$**

**329 250 \$**

**Ministère de la Justice du Canada** pour le Réseau national de formation en justice (RNFJ)

**276 000 \$**

**Cotisations des membres de l'ACUFC**

**2 046 \$**

**Autres sources de revenus**

**REVENUS  
DE L'ACUFC  
EN 2023-2024**



# ACUFC

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS  
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

**ACUFC.CA**

223, rue Main  
Ottawa, Ontario K1S 1C4

613 244-7837 • 1 866 551-2637